



L'impossible coexistence

Sept années de cultures d'organismes génétiquement modifiés (OGM) et de contamination du maïs biologique et conventionnel en Espagne. Les cas de la Catalogne et de l'Aragon

Résumé du rapport d'avril 2006

Ce rapport réalisé par Greenpeace, en collaboration avec l'organisation agricole Assembla Pagesa et l'association Plataforma Trangènics Fora !, démontre qu'en Espagne les cultures de maïs OGM sont à l'origine d'une contamination génétique importante des cultures biologiques et conventionnelles. Ces cultures transgéniques mettent en péril la biodiversité agricole. Elles constituent aussi une véritable menace tant pour la pérennité de l'agriculture non OGM que pour le droit des consommateurs à choisir des aliments non OGM.

Les informations contenues dans ce rapport ont été recueillies en Catalogne et en Aragon, deux provinces qui regroupent à elles seules 90 % des cultures d'OGM en Espagne et où la contamination est particulièrement importante. A partir de cas précis, ce rapport démontre que la coexistence entre cultures OGM et non OGM est totalement impossible dans la pratique. C'est pourquoi, les autorisations de cultures transgéniques en Espagne et dans l'Union européenne doivent être immédiatement suspendues afin d'éviter de plus amples contaminations irréversibles.

Ce rapport s'appuie sur des recherches sur le terrain et sur des analyses en laboratoire d'échantillons de maïs provenant d'une quarantaine d'exploitations biologiques et conventionnelles. Des entretiens avec des

agriculteurs et d'autres acteurs de la filière agroalimentaire ainsi que des études approfondies de documents officiels ont également nourri cette étude.

1. L'Espagne plonge la tête la première dans la contamination génétique !

C'est en 1998 que le gouvernement espagnol a accordé la première autorisation pour la mise en culture d'OGM à vocation commerciale. Il s'agissait du Bt 176, un maïs transgénique de Syngenta (anciennement Ciba Geigy).

Depuis, de nombreuses variétés de maïs OGM ont été autorisées : 31 variétés de MON810, un maïs OGM de Monsanto, figurent désormais sur le catalogue des semences espagnoles.

Aujourd'hui, l'Espagne est le seul pays de l'Union européenne où l'on cultive des OGM à grande échelle.

En 2004, le nouveau gouvernement, avec à sa tête le parti socialiste (PSOE), s'est engagé à mettre en place des mesures garantissant une « coexistence » stricte entre cultures conventionnelles ou biologiques d'une part, et cultures OGM d'autre part. Le gouvernement promettait alors à la population que le droit de choisir une alimentation non OGM serait respecté et que les impacts environnementaux des OGM seraient limités.

Aujourd'hui, on constate que ces promesses n'ont pas été tenues. En effet :

- aucune mesure de séparation, d'isolement ou de contrôle des cultures OGM n'a été mise en place par le gouvernement ;
- la contamination génétique des cultures biologiques et conventionnelles en Espagne a engendré des pertes financières pour les agriculteurs dont les champs ont été contaminés ;
- erreurs administratives et manque total de transparence sur la recherche et la localisation des champs OGM expérimentaux sont monnaie courante ;
- la surveillance et le contrôle des champs cultivés sont inexistantes ou mal adaptés ;
- le maïs OGM Bt176 a continué à être cultivé et récolté en l'absence de cadre légal approprié et en dépit des avis négatifs émis par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESAs) et de l'Agence espagnole de sécurité alimentaire, en raison des risques pour la santé humaine liés au gène marqueur de résistance à un antibiotique ;
- des cultures OGM expérimentales en plein champ ont eu lieu sans aucune autorisation ;
- des agriculteurs ont produit de fausses déclarations administratives pour pouvoir percevoir des subventions payées en liquide et versées pour la culture de maïs OGM.

2. La pollution génétique du champ à l'assiette.

Non seulement la « coexistence » s'est révélée impossible à mettre en place dans les champs, mais en plus aucune mesure n'a été prise pour garantir la séparation des récoltes OGM et non OGM après la moisson. En effet :

- les agriculteurs reconnaissent que les machines ne sont pas nettoyées après la

récolte du maïs transgénique, ce qui contamine ainsi les récoltes non OGM ;

- les responsables de certaines coopératives admettent stocker sans bien les séparer maïs OGM et maïs non OGM.

3. De nombreux agriculteurs ont vu leur maïs contaminé par les OGM

En 2005, Greenpeace, Assemblea Pagesa et Plataforma Trangènics Fora ! ont travaillé en étroite collaboration avec une quarantaine de cultivateurs de maïs conventionnel et biologique en Catalogne et en Aragon, deux régions où le maïs OGM est principalement cultivé. Les conclusions ci-dessous sont le fruit d'une méthodologie précise : collecte, puis analyse dans un laboratoire indépendant d'échantillons de maïs provenant des champs de ces agriculteurs. Les résultats sont édifiants.

- Dans près d'un quart des échantillons, la présence fortuite et indésirable de maïs OGM a été détectée, avec des taux allant de 0,07 % à 12,6 %.
- Dans un certain nombre de cas, les agriculteurs « contaminés » ont subi des pertes économiques, n'ayant pas pu vendre leur maïs contaminé au prix escompté.
- Trois des cas de contamination portent sur des variétés locales de maïs qui, après des années de longue sélection, ne peuvent plus être replantées.

Ces études de cas montrent bien que la contamination génétique fait peser une grave menace sur la biodiversité agricole et sur les quelques variétés locales espagnoles de maïs qui sont encore entre les mains des agriculteurs.

Il a fallu six mois aux auteurs du rapport pour effectuer ces analyses, coûteuses et longues, pour recouper les résultats et pour vérifier les conclusions. Cette étude ne

portant que sur quarante exploitations agricoles, on peut facilement imaginer l'étendue vraisemblable de la contamination en Espagne. Réaliser des tests dans toutes les exploitations biologiques et conventionnelles espagnoles et mettre en oeuvre les mesures techniques nécessaires pour contenir la pollution génétique serait forcément très coûteux et très long. Mais cette responsabilité incombe aux autorités espagnoles, puisque ce sont elles qui ont autorisé la culture des différentes variétés de maïs OGM.

4. Des cultures expérimentales hors de contrôle

En plus d'être le seul pays de l'Union européenne (UE) à cultiver des OGM à grande échelle, l'Espagne est le plus grand laboratoire d'OGM en espace non confiné (en plein champ). Les conditions de mise en culture de ces OGM expérimentaux sont déplorables :

- les essais en plein champ sont souvent réalisés sans aucune mesure d'isolement avec l'environnement et les champs non OGM voisins, alors même que la plupart des essais sont plantés de maïs OGM non autorisés pour les cultures commerciales ;
- certains essais en plein champ n'ont jamais reçu d'autorisation ;
- il existe un flou total sur l'autorité qui émet les autorisations d'essais en plein champ ;
- des variétés de maïs OGM non autorisées à la commercialisation se retrouvent mélangées à des variétés de maïs OGM autorisées dans les mêmes champs expérimentaux ;
- les informations concernant les essais en plein champ, censées être accessibles au public, sont souvent introuvables.

De nombreux essais en plein champ actuellement en cours ne figurent pas sur le

site Internet de la Commission européenne, sur lequel **tous** les essais en plein champ réalisés dans l'UE sont censés être répertoriés. Ils n'apparaissent pas non plus dans le bulletin officiel émis par le gouvernement espagnol.

Et pourtant, dès qu'il s'agit d'OGM, le gouvernement espagnol et l'industrie des biotechnologies n'ont qu'un mot à la bouche : la transparence. Mais jamais on n'a été aussi loin de la réalité. Et ce rapport décrit tout un tissu de désinformation, de demi-vérités, de registres publics incomplets, d'absence de mesures de biovigilance pour les cultures OGM commerciales et expérimentales.

Ceci démontre à quel point l'industrie des biotechnologies viole à la fois les réglementations officielles et les droits des communautés en Espagne. Mais malheureusement aucune autorité gouvernementale n'a encore eu le courage de mettre un terme à ces pratiques.

5. La « coexistence » est une illusion totale !

Les informations collectées dans ce rapport montrent bien que la « coexistence » entre cultures OGM d'une part, et les cultures conventionnelles et biologiques d'autre part, est purement et simplement impossible. Il suffit en effet d'analyser ce qui se passe sur le terrain.

- La contamination des cultures biologiques et conventionnelles peut se faire de plusieurs manières : par le mélange des semences, par le pollen qui se déplace d'un champ à un autre sous l'action du vent ou des insectes, par des machines agricoles mal nettoyées, par des mélanges de récoltes lors du stockage ou du transport... La contamination ne se produit donc pas seulement dans les champs. Ce rapport montre que le contrôle des différents

vecteurs de contamination (du laboratoire à l'assiette) est inefficace et, dans bien des cas, carrément inexistant.

- Aujourd'hui, il n'existe aucun système indépendant de détection et d'analyse des cas de contamination, de présence de cultures illégales (commerciales comme expérimentales), d'irrégularités administratives ou de dommages causés à l'environnement, l'économie et la population. C'est pourquoi nous sommes persuadés que les cas de contamination mis en évidence dans ce rapport ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Pour la plupart, les cas de contamination – ou d'irrégularités autour des OGM – ne sont tout bonnement pas détectés.
- Pour mettre en place un système fiable de détection et d'analyse des contaminations génétiques, le gouvernement espagnol devrait réaliser des tests, analyses et contrôles rigoureux, qui coûteront très cher et prendront beaucoup de temps. Voilà qui montre que ce type de technologie ne peut être viable d'un point de vue social, environnemental et économique.
- Le manque de transparence dans l'industrie des biotechnologies nous fait craindre que les cas de contamination génétique ne seront pas rendus publics par l'industrie, alors même qu'elle communique de façon non objective et uniquement sur les bénéfices supposés des OGM.
- Les gouvernements espagnols successifs semblent incapables de surveiller et d'empêcher la vente et les cultures illégales d'OGM comme de garantir le respect de la législation en vigueur sur les cultures transgéniques.
- Tout système de contrôle a des failles. Il y aura toujours des erreurs d'origine humaine ou technique. C'est pourquoi, dans la pratique, il est impossible d'empêcher la contamination génétique.

Les recommandations des associations

Au vu de l'analyse et des résultats du rapport « L'impossible coexistence », Greenpeace, Assemblea Pagesa de Catalunya et Plataforma Transgènics Fora ! exigent que :

- Les autorités espagnoles mettent un terme immédiat aux cultures d'OGM en Espagne. De même, les gouvernements des différents Etats membres de l'UE et la Commission européenne doivent interdire les cultures d'OGM dans tous les pays de l'UE.
- Toutes les autorisations de mise en culture d'OGM accordées à ce jour par les différents gouvernements européens et par la Commission européenne doivent être révoquées et les essais en plein champ, interdits.
- Les entreprises productrices d'OGM ou détentrices de brevets sur les OGM doivent assumer tous les coûts liés à la contamination génétique ou aux mesures de protection, comme les analyses, les « opérations de décontamination » de l'environnement et de la chaîne alimentaire, et l'éradication de tous les OGM illégaux.
- Les autorités doivent réviser toute la politique agricole espagnole pour garantir la pérennité d'une production sans OGM, préservant ainsi la liberté de choix des consommateurs et des agriculteurs par-delà les intérêts de l'industrie du génie génétique et des multinationales détentrices de ces technologies.
- Afin de garantir une production sans OGM et un environnement protégé, les autorités locales, régionales et nationales doivent avoir le droit de déclarer leur territoire « région sans OGM » dans un cadre légal européen.
- Une commission doit être créée pour étudier de façon rigoureuse, indépendante et transparente, les dommages environnementaux, sociaux

et sanitaires causés par les OGM. Cet organisme doit être doté de moyens pour que les responsables de ces dommages puissent être sanctionnés.

- Les entreprises productrices d'OGM ou détentrices des brevets sur les OGM doivent être tenues responsables de la

contamination génétique et des dommages environnementaux, sanitaires et économiques qui en résultent, sauf dans les cas où il est démontré que l'erreur ou la négligence est imputable à une autre partie.

Ce rapport peut être téléchargé dans son intégralité :

- version espagnole : www.greenpeace.org/espana/reports/laimpossible-coexistencia-la-c

- version anglaise : www.greenpeace.org/international/press/reports/impossible-coexistence

Associations signataires :

Greenpeace

Assemblea Pagesa de Catalunya

Plataforma Transgènics Fora!

Auteurs :

Juan-Felipe Carrasco, Greenpeace Espagne

Jordi Cipriano et Marc Arbos, Assemblea Pagesa de Catalunya

Tous nos remerciements aux nombreux agriculteurs, chercheurs et autres personnes impliqués dans ce travail. Sans votre aide, nous n'y serions pas arrivés.

Documents complémentaires :

- Explications sur le maïs Bt sur :

www.greenpeace.org/international/press/reports/BTMaizeBriefing2006

- Article sur la position de Greenpeace concernant la coexistence :

www.greenpeace.org/international/press/reports/CoexistencePosition

Pour plus d'informations:

Greenpeace France

22 rue des Rasselins

75 020 Paris

Tél : 01 44 64 02 02

www.greenpeace.fr

www.detectivesOGM.org